



Pour nous contacter : contacts@npa-dr.org

Lettre n° 369 du 2 février 2025

Au sommaire :

- **Projet de déclaration proposé au congrès du NPA-Révolutionnaire**
- **Le monde selon Musk et Trump ou Arnault et Le Pen, la folie destructrice du capitalisme sénile- *Daniel Minvielle***

Projet de déclaration proposé au congrès du NPA-Révolutionnaire

L'investiture de Trump-Musk, lundi 20 janvier, constitue une déclaration de guerre de Wall Street au monde du travail et aux peuples, un avertissement pour toute la planète.

Trump est arrivé au pouvoir porté par la puissante oligarchie qui a pris forme à travers la mondialisation et la financiarisation capitaliste au cours des trois dernières décennies, puis a resserré son emprise au lendemain de la grande récession de 2008-2009 et durant les quatre dernières années de Biden.

Symbole de la fusion croissante du pouvoir politique et des milliardaires de la high tech, des fonds spéculatifs et des multinationales de l'énergie, il est le produit et l'acteur de l'offensive réactionnaire du capitalisme financiarisé et mondialisé qui s'est développé contre le monde du travail et les peuples, contre la nature pour maintenir la croissance des profits.

Le capitalisme mondial est entré dans une longue phase de stagnation du fait de sa maladie chronique, la crise d'accumulation, c'est-à-dire l'incapacité de tirer de l'exploitation suffisamment de plus-value, de profit, pour nourrir les appétits sans limite de la masse de capitaux sans cesse en expansion.

Les financiers et les États tentent de sauver le malade en le plaçant sous perfusion par la politique d'argent bon marché et de la dette qui subventionne les profits, par l'inflation, par une exploitation toujours plus féroce du travail et de la nature, en développant une économie de prédation, en accentuant la concurrence mondialisée dont la guerre et la militarisation sont des agents économiques indispensables.

Les inégalités se creusent alors que se concentrent de plus en plus de richesses entre quelques mains de rapaces parasites.

La crise écologique de plus en plus destructrice est l'expression de la faillite du capitalisme.

Nous sommes entrés dans une nouvelle ère de crises, de guerres et de révolutions

Les vieilles puissances impérialistes occidentales se trouvent soumises à la concurrence des anciens pays coloniaux qui, après avoir conquis l'indépendance nationale, ont intégré le marché mondial. Elles ont perdu de façon irréversible leur hégémonie mondiale, ce à quoi, aveugles, elles se refusent en menaçant la planète d'une mondialisation de la guerre. La guerre d'Ukraine, guerre par procuration contre la Russie, la guerre génocidaire d'Israël contre le peuple palestinien menacent de s'étendre avec en toile de fond la guerre commerciale contre la Chine et les pays des BRICS.

Cette confrontation économique et militaire qui oppose les pays de l'Otan aux nouvelles puissances capitalistes a une dimension globale et internationale.

Trump prétend vouloir la paix, « la paix par la force », la paix par la guerre. Il prétend vouloir négocier la fin de la guerre avec Poutine en le menaçant de nouvelles sanctions, il ne cherche qu'à établir un rapport de force comme le cessez le feu à Gaza n'est qu'une trêve momentanée dans une guerre sans fin.

Et il voudrait que les pays européens consacrent 5 % du PIB à leur budget militaire, soit plus que doubler leurs dépenses en la matière.

L'Europe serait destinée à être vassalisée, à jouer le rôle de supplétif des armées américaines et condamnée à s'intégrer non seulement à la stratégie militaire du Pentagone mais aussi aux intérêts financiers de Wall Street. L'offensive politique de Trump-Musk vis-à-vis de l'extrême droite européenne n'est pas une simple question idéologique mais obéit à la préoccupation d'avoir des gouvernements à la solde de l'empire.

Ces ambitions impériales soulignent la faillite des bourgeoisies européennes, celle de la bourgeoisie française, vieilles bourgeoisies colonialistes incapables d'affronter les évolutions de leur propre système. Réactionnaires et

conservatrices, elles se préparent à se donner à l'extrême droite quand ce n'est pas déjà fait.

L'Europe ne pourra devenir un facteur de paix que si les travailleur-es s'allient par-delà les frontières pour construire les Etats-Unis socialistes d'Europe. La reconnaissance des droits du peuple palestinien ne pourra être réalisée que dans une fédération socialiste des peuples du Moyen-Orient. La fin de la guerre fratricide entre la Russie et l'Ukraine ne peut résulter que de la fraternisation des travailleurs contre leurs dirigeants. Ici, la lutte pour la paix est une lutte contre notre propre bourgeoisie.

Une paix respectant le droit des peuples ne pourra venir que de la lutte pour le socialisme pour en finir avec les tyrans qui servent les intérêts capitalistes et fonder des relations internationales sur la base de la coopération des peuples.

Pas un euro, pas une arme, pas un homme pour leurs guerres !

« La véritable barrière de la production capitaliste, c'est le capital lui-même » Marx

L'évolution du capitalisme mondialisé et financiarisé nous entraîne vers une catastrophe, du fait que l'économie ne fonctionne que pour satisfaire la soif insatiable de profit de la masse de capitaux concentrés entre les mains d'une oligarchie de milliardaires parasites.

Le pouvoir de cette oligarchie montre sans fard son visage là où elle concentre le plus de richesses, aux USA, le visage du capitalisme sénile avec son cortège de violence anti-ouvrière, anti-migrants, raciste, masculiniste, nationaliste, impérialiste et climatosceptique.

Il révèle l'absurdité et la folie de ce système fondé sur la propriété privée financière et la concurrence, sa faillite. Le capital est nu, miné par ses contradictions : la maladie de la propriété privée, qui ruine les possibilités de développement humain que permettraient les progrès scientifiques et techniques, et celle de la propriété privée qui entrave la socialisation et la planification de l'économie rendues indispensables par le développement des moyens de production à l'échelle internationale.

La crise sociale et politique à laquelle nous sommes confrontés ici obéit aux mêmes causes, l'offensive de la classe capitaliste et des politiciens qui la servent contre le monde du travail pour faire face à la concurrence et sauver leurs profits, leur domination, repousser le krach.

L'avenir de la société dépend du monde du travail, de la lutte pour le socialisme

L'accentuation de l'exploitation et des inégalités, de l'injustice, la régression sociale au profit du CAC40 sont les moteurs de la crise des institutions de la démocratie bourgeoise, que la dissolution de l'Assemblée nationale par Macron a révélée et amplifiée. La lutte entre partis discrédités, accompagnée de l'anticipation d'élections à venir, alimentent la chronique de la mascarade parlementaire. En sortent renforcés le bloc réactionnaire, la montée de l'extrême droite, du nationalisme et des préjugés xéno-

phobes et racistes, fonds de commerce des Darmanin, Retailleau et Le Pen, suivis par Bayrou qui parle de « *submersion migratoire* ».

La gauche gouvernementale, prisonnière des jeux parlementaires et minée par les ambitions rivales, est condamnée, par la réalité objective de notre période, à s'enfoncer en-deçà même de son passé de reniements.

Les directions syndicales sont, elles, prisonnières du dialogue social et négocient les reculs.

Nous ne connaissons pas les rythmes de l'histoire mais nous savons que cette crise ne peut trouver d'issue que dans l'affrontement entre le travail et le capital, socialisme ou barbarie.

La question des salaires et des retraites, du chômage et de la précarité, du droit de toutes et tous à la libre circulation et la libre installation, la question des services publics, de la santé et de l'éducation, de la démocratie, du droit des femmes et de l'égalité entre les sexes, des droits des LGBTQI, la crise écologique ne peuvent trouver de réponse dans le cadre de ce système fondé sur les rapports d'exploitation et de domination.

La question du pouvoir, qui dirige la société en fonction de quels intérêt sociaux, de classe, est posée : soit la dictature fascisante du capital, soit un pouvoir démocratique et révolutionnaire des travailleur-es.

Les travailleur-es ont besoin de s'organiser en toute indépendance des jeux et manœuvres parlementaires, ainsi que du dialogue social et autre conclave.

Il y a urgence à prendre l'offensive contre un système qui court à sa faillite

Pour cela, nous avons besoin d'un parti qui soit l'instrument de nos luttes et de notre émancipation, un parti démocratique, internationaliste, révolutionnaire qui redonne vie aux idées, reniées, trahies et caricaturées du socialisme et du communisme.

Travailleur-ses, syndicalistes organisé-es ou non, militant-es écologistes, féministes, LGBT+, antiracistes, nous sommes conscient-es qu'il y a des révolutionnaires en dehors des organisations révolutionnaires qui chaque jour se posent la question de s'affronter au système capitaliste pour construire un système libéré de la domination et de l'exploitation.

Le parti révolutionnaire que nous voulons participer à construire se nourrira des expériences, des réflexions de toutes celles et ceux, travailleuses et des travailleurs, des militant-es des différentes tendances ou fractions ou courants décidé-es à agir pour que le monde du travail se donne les moyens, l'instrument de son émancipation.

Les militant-es et ami-es du NPA-R se considèrent comme un courant du mouvement révolutionnaire, actrices et acteurs de toutes les luttes et révoltes. Ils n'ont pas d'intérêts différents de ceux de l'ensemble du mouvement ainsi que des différents mouvements de contestation du système capitaliste, de l'exploitation, des oppressions et des

discriminations, et veulent œuvrer à créer les conditions politiques de leur convergence.

Ils s'adressent aux organisations révolutionnaires, à leurs militant-es, comme à toutes celles et ceux qui se sentent partie prenante du combat pour changer le monde contre

le capitalisme et les forces réactionnaires, pour leur proposer de se rencontrer, créer là où ce serait possible des cadres de discussion.

Pour 10, contre 101, 5 abstentions

Le monde selon Musk et Trump ou Arnault et Le Pen, la folie destructrice du capitalisme sénile

Bernard Arnault présentait mardi 28 les résultats annuels de son entreprise. « Mauvaise année », du fait en particulier de la baisse de la demande chinoise pour les produits de luxe, le bénéfice net de LVMH a chuté de 17 % sur un an... pour s'établir quand même à 12,6 milliards d'euros ! Le PDG, dont la fortune s'élève à 190 milliards de dollars, en a profité pour dénoncer l'augmentation prévue dans le budget 2025 des impôts des grandes entreprises qui font plus d'un milliard de chiffre d'affaires, une « *taxation du "made in France" qui pousse à la délocalisation* » dit-il, ajoutant : « *je reviens des USA [où il a assisté en bonne place à l'intronisation de Trump] et j'ai pu voir le vent d'optimisme qui régnait dans le pays. Et quand on revient en France, c'est un peu la douche froide* ».

Le patron du Medef, Patrick Martin, lui emboîtait le pas, s'en prenant au gouvernement et aux parlementaires : « *Ils n'écourent même pas* », « *on parle à un mur* », « *Ceux [les patrons] qui peuvent partir partent. Et ils ont raison* »... Il était suivi par les patrons d'Airbus, de Michelin, etc., tout un petit monde qui exprime la « *colère qui monte* » chez les adhérents du Medef contre cette taxe de 8 milliards qui sera répartie entre 440 grandes entreprises en fonction de leur chiffre d'affaires. Une somme bien dérisoire alors qu'à elles seules les entreprises du CAC40 ont distribué en 2024 quelque 100 milliards d'euros de dividendes.

En fait, cette « *colère* » des grands patrons contre le pouvoir politique, gouvernement et parlementaires, dépasse la simple question financière, elle exprime un choix politique. Le CAC 40 déclare la guerre au monde du travail.

En intervenant au moment où le budget est en cours de discussion, le patronat a choisi de savonner la planche au gouvernement Bayrou qui, comme le précédent, s'avère incapable de trouver une majorité pour faire passer son budget ainsi que le montre sa décision de faire appel au 49.3. Sa chute annoncée et avec elle celle probable de Macron, ouvriraient une nouvelle séquence politique qui a de fortes chances de porter l'extrême droite au pouvoir. Politique pour laquelle militent les Bolloré et quelques autres, mettant au service de la propagande la plus réactionnaire les journaux et chaînes de télévision qu'ils se sont appropriés. Ils rêvent de voir souffler ici le « *vent d'optimisme* » que le patron de LVMH a découvert dans les Etats-Unis de Trump et Musk.

Davos, sous le signe de Trump et Milei

Le Forum économique mondial de Davos s'ouvrait cette année le jour de l'investiture de Trump. Les « *élites* »

mondiales qui s'y retrouvent pour discuter des affaires du monde ont pu assister en direct à l'avalanche de décrets à travers lesquels le nouveau président a taillé en pièces tout ce qui pouvait constituer un frein à la « *liberté* » des capitalistes d'accumuler toujours plus de profits – suppression des maigres réglementations qui s'imposaient aux banques suite à la crise de 2007-2009, sortie de l'OMC, des accords de Paris sur le climat, etc. Jeudi 23, en visio, Trump a pu développer sa vision des relations mondiales, imposées à coup de droits de douane, l'invitation faite aux patrons européens d'investir aux USA... C'était l'exposé sans fard de la politique de Wall Street, prête à porter la guerre économique et militaire partout pour tenter de mettre les relations mondiales au service de ses propres intérêts. Quant aux mesures prises contre les migrants, la protection des minorités, etc., elles représentent l'instauration d'un pouvoir affichant sans masque ses positions d'extrême droite, fascisantes. Elles visent l'ensemble des travailleurs, un pas de plus dans la politique du diviser pour régner alors que s'exacerbe l'offensive de classe.

Il n'en fallait pas plus pour qu'« *A Davos, les élites mondiales se rallient à l'impérialisme de Trump* » comme le titrait Martine Orange dans Médiapart, écrivant : « *toutes souscrivent à ce capitalisme de prédation et à la violence sociale qu'il implique* ». L'intervention du président argentin Milei et l'accueil qui lui a été fait vont dans le même sens. Alors qu'il avait été reçu avec mépris l'an dernier, il arrivait cette fois auréolé du « *succès* », du point de vue des classes dominantes, de sa politique de la « *tronçonneuse* ». Et tant pis si, conséquence de cette politique, 54 % de la population argentine vit au-dessous du seuil de pauvreté. Milei a paradé, vanté les mérites d'Elon Musk, de Meloni, Orban, Netanyahu...

Larguer les amarres face à la crise globale, les profits quoi qu'il en coûte

Le retour au pouvoir de Trump, ses reflets à Davos, marquent la fin des faux-semblants. La dictature du capital s'affiche dans tout ce qu'elle a de plus brutal et cynique, les mensonges assénés de la façon la plus arrogante érigés en vérité politique. Trump, et avec lui les sommets des classes dominantes, l'oligarchie financière, liquident tout ce qui, même si c'était de façon cosmétique et voué à l'impuissance, disait vouloir s'opposer au développement de la crise globale qui touche le capitalisme financiarisé mondialisé depuis la crise des années 2007-2009.

En particulier sur la question climatique, on passe du greenwashing au déni pur et simple, le problème n'existe tout simplement pas. Du point de vue financier, il s'agit de supprimer tous les systèmes de régulation, aussi faibles soient-ils, qui avaient été mis en place suite à la crise de 2007-2009. Place à la « liberté » d'investissement sans limite, au mépris des menaces de krach qui s'accumulent. Leur politique, c'est aussi la régression sociale organisée à grande échelle, et avec elle l'accentuation des tendances récessives. Tout est réuni pour que la crise d'accumulation s'accroisse, entraînant dans son sillage l'exacerbation de la concurrence entre les Etats-Unis vassalisant l'Union européenne et les pays émergents, la Chine, la Russie, l'Iran...

Finances en folie et stagnation économique, l'impasse capitaliste

Le « vent d'optimisme » qui souffle sur les USA est surtout celui de la folie spéculative. Les indices boursiers, à commencer par ceux des groupes de la tech, ont connu des envolées sans précédent. Ils ne sont en rien la preuve que le capitalisme se porte bien. Ils sont le signe que dans une économie productive en faible croissance, les capitaux s'engouffrent de plus en plus dans la spéculation, en particulier sur les titres supposés porteurs d'une perspective de reprise de la croissance, comme ceux de l'intelligence artificielle. Signe de l'ampleur de la bulle financière qui gonfle sur les marchés boursiers, l'indice S&P 500 de la Bourse de New York a augmenté de plus de 24,6 % en 2024 alors que la croissance du PIB s'établissait à 2,8 %.

Dans ses dernières *Perspectives de l'économie mondiale*, le FMI prévoit que la croissance économique mondiale restera stable autour de 3,2 % cette année. Ce taux de croissance est le plus faible depuis des décennies et les « *risques à la baisse augmentent et dominent les perspectives* ». Le FMI prévoit que, bien que les États-Unis continueront de jouir de la croissance la plus élevée parmi les économies avancées en 2025, la croissance réelle du PIB américain tombera à 2,2 % tandis que le reste du G7 peinera à dépasser 1 % par an. L'économie américaine pourrait encore croître, mais pas son secteur industriel, la partie productive. La production industrielle a diminué en 2024, comme dans toutes les autres principales économies.

Pour la France, selon l'Insee, le PIB a augmenté de 1,1 % en 2024 et le gouvernement table sur une croissance de 0,9 % pour 2025. Eric Trapier, PDG de Dassault et président de l'UIMM (union des industries et métiers de la métallurgie), s'est joint dans une interview aux diatribes de ses congénères contre le gouvernement et sa taxe. Mais il ajoutait : « *Aujourd'hui, comme président de*

l'UIMM, j'observe une très forte détérioration du climat économique. L'instabilité politique crée de l'incertitude et cela crée de l'inquiétude. Si vous conjuguez cela avec la conjoncture économique qui frappe en particulier certaines filières comme l'automobile en Europe, des pans entiers de notre économie sont en véritable décroissance. [...] Les grands groupes sont capables de s'adapter et de se redéployer. Cela sera beaucoup plus dur pour les petites et moyennes entreprises. » Et de fait, en 2024, 66 500 entreprises concernant 260 000 emplois ont déposé leur bilan, 28 % de plus qu'en 2019 avant la crise du covid, 13 % de plus qu'en 2023. Une situation dramatique qui ne peut que s'aggraver avec les désordres à attendre de la mise en œuvre des politiques de Trump.

L'urgence de prendre la mesure de la situation, capitalisme ou socialisme

Il est illusoire de penser qu'il suffirait de changer le rapport de forces à travers des luttes syndicales pour s'opposer aux licenciements, mettre un coup d'arrêt aux politiques d'austérité et de régression salariale au nom du fait que « *les profits n'ont jamais été aussi importants, les capitalistes peuvent payer* », comme il est illusoire de penser que les batailles parlementaires pourraient permettre de défendre les intérêts des travailleurs. La bataille pour le maintien de nos emplois, de nos conditions de vie se heurte aujourd'hui à la déliquescence du système, son incapacité non seulement à produire pour satisfaire les besoins humains, mais aussi parce que cette logique implique aujourd'hui de rogner sans cesse la part des richesses que produit le prolétariat et qui lui revient pour satisfaire ses besoins. La fuite en avant réactionnaire de Trump et derrière lui de l'ensemble des classes dominantes occidentales n'est pas un simple choix idéologique mais bien la conséquence politique de la sénilité d'un système qui, pour sauver la possibilité pour une minorité de parasites de concentrer toujours plus de richesses au détriment des populations, nous entraîne inexorablement vers l'abîme.

La bataille pour nos droits sociaux, démocratiques, est nécessairement une bataille politique en rupture avec la mascarade parlementaire et le jeu de dupes électoral, une bataille avec nos armes, la grève et les manifestations en unissant nos forces, en nous organisant pour nous faire craindre du patronat et des financiers. Elle pose la question du pouvoir.

La guerre que déclare le capital soulève et soulèvera la révolte des travailleur.es et des peuples. Elle ne peut trouver d'issue que dans la lutte pour en finir avec ce système failli, la lutte pour le socialisme.

Daniel Minvielle